

séminaire Traces de guerre – université de Caen - 22 mars 2017

Olivier Wierviorka – **Histoire de la Résistance en Europe Occidentale**

compte rendu par Charlotte Barnabé Master 1

<http://sgm.hypotheses.org/414>

(une majuscule a été ajoutée au mot « Résistance »)

Depuis sa thèse soutenue en 1992, jusque son plus récent ouvrage, Olivier Wierviorka a fait de la Résistance un de ses thèmes de prédilection, devenant par la même un éminent spécialiste du sujet. Professeur à l'ENS de Cachan, il vient de publier le résultat de ses toutes dernières recherches, sous le titre Histoire de la Résistance en Europe occidentale. Partant des sources anglo-américaines, il a beaucoup travaillé à partir des fonds du Special Operations Executive, du Political Warfare Executive, de la BBC, des ministères des Affaires étrangères, de l'Office of Strategic Services et de l'Office of War Information, laissant à plus tard l'étude des sources nationales. L'avancée historiographique que constitue cet ouvrage est déjà perceptible dans le titre lui-même : l'histoire de la Résistance n'est plus nationale, mais concerne ici six pays de l'Ouest soigneusement choisis puisque tous en dehors du champ d'aide directe de l'URSS : la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Danemark et la Belgique. C'est par ce prisme transatlantique innovant que l'historien entend mieux saisir la contribution de la Résistance à la libération de leur pays, en synergie avec les troupes régulières alliées, et en correspondance avec la stratégie d'ensemble anglo-américaine.

L'ouvrage d'Olivier Wierviorka permet de faire émerger de grandes dynamiques communes au sein des différentes Résistances qualifiées « d'autochtones ». Au moment des défaites, spontanément, sans l'aide des Alliés, des actes résistants, conscients ou non, émergent au sein de la population. Des plus discrets aux plus éclatants, de la collecte de renseignements (Belgique) et des exfiltrations de parachutistes tombés (France, Danemark) aux impressionnantes grèves dans l'Europe du Nord d'avril 1941, ces actions naissent librement et sans encouragement. Cependant, aux idées se confrontent les réalités matérielles. Pour Olivier Wierviorka, sans l'aide protéiforme des Alliés, aucune résistance dans aucun pays n'aurait pu se développer durablement et mener à bien le but qu'elle s'était donné. Ainsi est remise en cause la vieille idée que certains pays, comme la France ou le Danemark se sont libérés pour beaucoup par eux-mêmes : les troupes anglo-américaines ont assuré le gros des combats, reléguant les résistants à un rôle combattant mineur, et les commandements ont fourni argent, transmissions (liaisons radio vers Londres et entre les réseaux, BBC pour donner les ordres), et surtout, stratégie. Une fois encore, l'historien revient sur des présupposés : l'action de la Résistance était moins efficace par les destructions opérées, spécialement d'infrastructures de transport, qu'elle visait aussi à leur préservation.

Un des apports majeurs de cette étude relève de la perception des forces résistantes par les Alliés. Quelle foi avaient-ils en elles ? Quel sérieux leur attribuaient-ils ? L'historien s'est plongé dans l'histoire culturelle du peuple anglais et décèle plusieurs facteurs éclairants. À l'image de Colin Gubbins, patron du SOE, les différentes confrontations à la guerre subversive, en Afrique du Sud, en Irlande, en Russie, associées à l'idée romantique, ancrée dans les esprits de gauche du gouvernement d'union nationale, d'un soulèvement des peuples opprimés, favorisent la prise au sérieux des forces de la Résistance. En réalité, confrontés à leurs faibles effectifs et à la répression allemande des révoltes populaires, le commandement anglais n'avait semble-t-il pas réellement d'autre choix. Si l'optimisme des Anglais, après l'échec de l'opération allemande Seelöwe, ne fait que renforcer ce constat, l'historien lui-même le nuance en précisant que certains membres de l'armée, spécifiquement les aviateurs, rejettent en bloc l'idée de s'appuyer sur des forces locales inconnues et non militaires.

Olivier Wierviorka établit des bornes chronologiques marquant les évolutions de cette perception. Quand les cartes des forces militaires se redistribuent, après l'année 1941 et l'entrée en guerre de l'URSS et des USA, l'intérêt de la guerre subversive pour les Anglais diminue. Les dirigeants alliés ne croient pas beaucoup aux capacités de la Résistance. Les tâches confiées aux résistants évoluent elles aussi. Après l'échec des révoltes populaires, on cherche à toucher, par des sabotages notamment, la puissance militaire et industrielle allemande, grâce à l'encadrement des agents spécialisés du SOE, les organisateurs. Si la Résistance se renforce pendant l'occupation, Olivier Wierviorka précise bien qu'elle manque toujours de moyens, par réticence à armer les résistants, mais aussi du fait de la difficulté des opérations de livraisons des ressources. Pendant et après le débarquement, les opérations se multiplient et se diversifient qu'il s'agisse de sabotage des lignes de communication, ou de petite guérilla tout en évitant le bain de sang.

La population non résistante est également mise à contribution, par les campagnes de la BBC qui l'enjoignent au «Go slow» dans les usines et à l'indifférence dans les rues. Sans prendre les armes, il existerait alors comme une sorte de « Résistance d'esprit », non violente, passive, qui se heurte moins au problème de légitimité qu'impose le fait d'entrer en résistance, problème qui se pose tant aux autorités alliées, qu'aux potentiels résistants eux-mêmes. Plusieurs pays de la zone étudiée entrent dans ce cas de figure, la France, la Belgique, l'Italie, le Danemark, dont une partie des membres du pouvoir sont restés en place, malgré l'exil possible de ministres ou plus généralement d'hommes d'Etat. Dès lors, entrer en Résistance peut rimer avec trahison patriotique et désobéissance au chef de l'Etat ; c'est en partie comme cela qu'Olivier Wiewiorka explique les difficultés anglaises à recruter des volontaires italiens. Cette situation est d'autant plus délicate au Danemark où le roi Christian mène une politique de simple accommodation, en accord avec son penchant pro-allié, ce qui a pu décourager les résistants, du moins jusqu'en 1943. Ces situations sont aussi délicates pour les autorités alliées, à qui se pose le problème de la reconnaissance. Vaut-il mieux garder une administration compromise mais maintenant l'ordre, ou la supprimer et provoquer le désordre ? Ce genre de dilemme se pose en des termes parfois plutôt prosaïques, notamment en matière de censure des émissions étrangères de la BBC, laquelle doit trouver une sorte d'équilibre, ou une échappatoire par le biais des radio units, permettant d'émettre des messages à des auditorats spécifiques que la radio officielle anglaise n'aurait pu diffuser.

Le travail d'Olivier Wierwioka est d'autant plus riche qu'il explore tous les points de vue. Après les Alliés, après les résistants, il tourne son regard vers les pouvoirs en exil, tiraillés entre les intérêts alliés et les intérêts de la nation qu'ils entendent représenter, en dépit des hésitations alliées quant à leur reconnaissance. L'affaire des îles Lofoten est particulièrement représentative de ce genre de dilemme. La vision transnationale de la Résistance remet en lumière les enjeux qui lui sont inhérents. Si les pouvoirs en exil se pensent comme chefs des pays qu'ils ont quittés, ils pensent pouvoir revendiquer le commandement de leurs Résistances nationales, au grand dam des Alliés. Cette question crée des tensions internes en Angleterre, notamment entre l'Intelligence Service, proche des conservateurs anglais, et le SOE, créé afin de réduire les craintes travaillistes et de pallier les faiblesses de l'IS. Les résistants de l'intérieur entendraient aussi commander leurs forces. Dans un premier temps, pour des motifs opérationnels et, de plus en plus, pour des raisons politiques, augmentant dès lors le risque de double pouvoir ou de prise de pouvoir communiste à la libération, ce que les Alliés tentent d'enrayer, par des mécanismes d'intégration par exemple (c'est le cas du CNR). Olivier Wiewiorka rend ainsi compte des tensions et délicatesses presque diplomatiques entre les différentes forces, puisque la situation rend les uns et les autres interdépendants. Les Britanniques ont besoin de personnel qui parle la langue nationale par exemple, d'où des phénomènes de coopération, comme le comité anglais et norvégien mis en place dès 1942. La situation se complique parfois à cause de tensions internes, comme c'est le cas en Belgique, entre la Sûreté, soutenant l'espionnage, et la Deuxième Section préférant le sabotage. L'union entre les forces régulières et subversives, si compliquée soit-elle, a tout de même facilité la défaite nazie.

L'apport de cet ouvrage est multiple : il renouvelle l'historiographie de la Résistance par ce prisme transnational, qui permet de mieux comprendre le phénomène résistant dans sa globalité, extrait des particularités singulières à chaque pays. Il permet de rendre compte des grandes dynamiques transcendant les Résistances nationales, et de mieux appréhender le problème général que posait la Résistance aux Alliés, en termes politiques, en termes de gestion, en termes de confiance et donc de moyens. Olivier Wiewiorka rend compte également de «l'enjeu résistant» au sein du conflit, pour les Alliés, pour les pouvoirs en exils, et pour les résistants eux-mêmes. Il remet en cause l'image d'Épinal d'une coalition d'alliés, de résistants et de pouvoirs exilés tous unis, sans dissension et traduit les rapports de force issus de visions parfois totalement opposées. Il pose un regard plus pragmatique sur les actions de la Résistance et du SOE, plus nuancées et moins héroïques que la vision qui en est traditionnellement donnée. Enfin, cet ouvrage a le mérite de répondre au vide mémoriel lié jusqu'ici à l'importance de l'action du SOE et de l'aide qu'il apporta aux forces résistantes